Note de lecture Ordre néolibéral et haine de la démocratie de Jacques Rigaudiat (PUF)

Publié le 10 juin 2026 par yoann



©

Jacques Rigaudiat, écrivain, économiste, conseiller-maître honoraire à la cour des comptes, ancien directeur de cabinet du ministre de la fonction publique, ancien conseiller social de Michel Rocard et de Lionel Jospin vient de publier en 2026 un nouvel opus : *Ordre néolibéral et haine de la démocratie*, aux Presses Universitaires de France (PUF).

Sa thèse centrale est que le néolibéralisme n'est pas seulement une politique économique, mais un projet politique visant à mettre la démocratie "sous tutelle" pour protéger les mécanismes de marché qui vident la souveraineté populaire de sa substance. Il déconstruit l'idée que le néolibéralisme serait une forme de "laisser-faire". Au contraire, il montre que c'est un interventionnisme d'État permanent pour

construire et maintenir la concurrence. L'auteur explique que pour les théoriciens néolibéraux (comme Hayek), la démocratie est un risque. Si le peuple vote pour des politiques sociales ou redistributives, il "perturbe" l'ordre naturel du marché. La constitutionnalisation les règles économiques (ex: traités européens, indépendance des banques centrales) permet qu'elles échappent au vote des citoyens. Le remplacement de la décision politique est réalisé par une gestion technique. On ne discute plus de *choix de société*, mais de *contraintes budgétaires* et le citoyen est relégué au rang de client ou d'usager, tandis que l'expert remplace l'élu. Le néolibéralisme perçoit la volonté populaire comme une menace irrationnelle : criminalisation des mouvements sociaux, mépris pour les "passions populaires" qualifiées de populisme, utilisation d'un langage managérial pour masquer des rapports de force.

En affaiblissant les protections collectives, on fragilise le socle de la citoyenneté. Et puisque le vote ne semble plus pouvoir changer la trajectoire économique (le fameux "There Is No Alternative"), les citoyens se détournent des urnes. En bon pédagogue il montre que la situation actuelle n'est pas un accident, mais un projet cohérent.

Ordre néolibéral et haine de la démocratie est un cri d'alarme. Jacques Rigaudiat nous invite à réhabiliter le conflit politique et la délibération comme outils de souveraineté. Pour lui, sauver la démocratie impose nécessairement de remettre l'économie à sa place : celle d'un outil au service de la cité, et non l'inverse. Jacques Rigaudiat critique le néolibéralisme et défend l'État-providence.

Pour lui la dette publique est souvent utilisée comme une "arme de dissuasion sociale". Il explique que la dette n'est pas un problème en soi tant qu'elle finance des actifs (écoles, hôpitaux, infrastructures) qui enrichissent la nation sur le long terme. Il critique le fait que les États se soient interdit de se financer auprès de leurs banques centrales, se soumettant ainsi aux marchés financiers.

Ainsi la précarité se généralise : même si le chômage baisse en apparence, une part croissante de la population vit dans une insécurité économique (CDD, temps partiels subis, auto-entrepreneuriat). Pour lui, le projet néolibéral vise à isoler les décisions économiques du contrôle démocratique pour favoriser les détenteurs de capitaux. La privatisation des services (santé, transports, énergie) réduit le pouvoir d'achat réel des citoyens, car ils doivent payer au prix fort ce qui était autrefois mutualisé. Une "démarchandisation" de secteurs stratégiques pour est nécessaire pour garantir une égalité d'accès, indépendamment du revenu. Face aux gains de productivité et à

l'automatisation, il estime que la seule manière de maintenir un haut niveau d'emploi et de bien-être est de travailler moins pour travailler tous. Il propose une réforme fiscale d'envergure, taxant davantage les revenus du capital pour soulager ceux du travail.

Rigaudiat lie indissociablement la question sociale à l'écologie. Pour lui, la transition ne peut réussir que si elle est juste. Il plaide pour un retour de l'État stratège capable de planifier la sortie des énergies fossiles. Il avance la règle des "trois piliers" : sobriété, efficacité et décarbonation, mais toujours dans un cadre qui protège les plus vulnérables.

Il soutient que le modèle actuel est à bout de souffle. Il considère qu'un le protectionnisme solidaire est nécessaire pour reconstruire une industrie locale et protéger les normes sociales. Il défend l'idée que certains secteurs (santé, éducation, énergie) doivent être totalement extraits de la logique de profit.

Il préconise une sorte de contre-offensive qui passe par la réhabilitation du Service Public, le partage de la valeur et du temps de Travail, la "Souveraineté de l'Usage" contre la propriété.

Bien qu'il ne soit pas pour une sortie de l'UE, il est très critique envers ses traités actuels. Il dénonce la règle des 3 % de déficit comme étant arbitraire et économiquement contre-productive en période de crise écologique. Et il plaide pour une Europe qui se protège des importations ne respectant pas les normes sociales et environnementales (taxe carbone aux frontières, mais avec une dimension sociale plus marquée).

Pour Rigaudiat, l'économie doit redevenir un outil au service du politique et du social, et non une force autonome à laquelle les peuples doivent s'adapter. Le néolibéralisme est un projet intellectuel ancien, élaboré dès les années 1920 et 1930, notamment dans les milieux ordolibéraux et libéraux européens. Ce projet vise à soustraire l'économie et les décisions fondamentales à la délibération démocratique afin d'installer durablement le pouvoir du marché et des détenteurs de capitaux. Le néolibéralisme entretient un rapport intrinsèquement hostile à la démocratie, parce qu'il considère les choix populaires comme des menaces potentielles pour la stabilité des marchés et pour les intérêts des classes dominantes.

L'un des apports majeurs du livre est son analyse de la financiarisation. Rigaudiat explique comment le capitalisme contemporain s'est transformé sous l'effet de la domination des marchés financiers. Cette financiarisation a produit selon lui une augmentation considérable des inégalités patrimoniales et une dépendance accrue des États vis-à-vis des créanciers privés. La dette publique devient alors un instrument disciplinaire : elle sert à justifier des politiques d'austérité, des réformes des retraites, des restrictions budgétaires ou des réductions des protections sociales. L'auteur parle à ce sujet d'un « ordre nouveau » néolibéral fondé sur la subordination du politique à la finance. Le livre accorde également une place importante aux transformations du travail. Le titre lui-même fait écho à La Haine de la démocratie de Rancière, même si Rigaudiat développe une analyse davantage centrée sur les mécanismes économiques et institutionnels.

Le style du livre est dense, argumenté. Rigaudiat assume une position critique explicite contre les transformations contemporaines du capitalisme. Cette prise de position donne au texte une profondeur. L'ouvrage n'en demeure pas moins extrêmement documenté et riche en analyses historiques. Le livre constitue ainsi une contribution importante aux débats contemporains sur la démocratie, la souveraineté et l'avenir de l'État social.

On peut se demander alors où est Rigaudiat : à cheval entre la sociale démocratie et le communisme ? Ailleurs aujourd'hui ? C'est tout le débat entre action politique concrète et les idées (voire son parcours politique et professionnel et ses écrits). En tous cas il nous aide à voir le monde. Merci.